

L'eurosepticisme

Bruxelles rattrapée par ses démons



Toutes nos publications sont disponibles :

- En *téléchargement*, depuis l'adresse internet de notre ASBL :
www.cpcp.be/Études-et-prospectives
- En *version papier*, vous pouvez les consulter dans notre centre de documentation situé :

Rue des Deux Églises, 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00 - Mail : info@cpcp.be

INTRODUCTION

L'Union européenne proche de l'implosion ? Au lendemain des élections, l'europhile porte le deuil tandis que l'eurosceptique crie victoire. Mais si ces derniers ont gagné en visibilité, les postures critiques envers l'Union européenne ne sont pas aussi neuves qu'on pourrait le penser.

Utilisé à tort et à travers, l'euroscepticisme traîne avec lui nombre de confusions. Nous tenterons d'éclaircir la nature de ce concept ainsi que les résistances à l'intégration européenne qu'il met en évidence. Si des oppositions ont toujours existé, l'Europe semble aujourd'hui à bout de souffle. Dépassée par la nouvelle intensité des critiques à son égard, elle semble incapable de les canaliser. Une embellie est-elle encore possible dans le ciel européen ?



I. L'EUROSCEPTICISME ENTRE CONNOTATIONS ET CONFUSIONS, DES PRÉCISIONS S'IMPOSENT

« L'eurosepticisme se comprend comme une opposition à l'intégration européenne et à l'Union européenne, qui doute de son utilité et de sa viabilité. »

Source : HARMSEN, R. et SPIERING, M., *Eurosepticism : party politics, national identity and European integration*.¹

1. Origines et limites

Venu d'outre-Manche, le terme « eurosepticisme » prend forme dans les années 1980 pour désigner les personnalités méfiantes à l'égard de l'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes². Né dans ce contexte particulier, l'eurosepticisme se voit marqué au fer rouge par les tendances souverainistes et nationalistes de l'époque. Il se dépêtre difficilement de ces attributs. Cet ancrage dans un contexte particulier constituerait ainsi une limite pour décrire des situations nationales et historiques différentes.³

Le concept est pourtant repris un peu partout. La presse en use et abuse à l'occasion de référendums où s'affiche la faible popularité de l'UE ou lors d'élections européennes peu suivies. Employé à tout va, le concept d'eurosepticisme a tendance à diaboliser les personnalités et les groupes qui en seraient empreints. Taxer une personnalité ou un groupe d'euroseptiques referme le débat aussi vite qu'il ne l'a ouvert. Entre adhérents à l'Union européenne (UE) et euroseptiques, il n'y aurait pas de place pour la nuance.

¹ HARMSEN, R. et SPIERING, M., *Eurosepticism : party politics, national identity and European integration*, New York, Rodopi, 2004, pp.15-17.

² Les Communautés européennes ont existé jusqu'en 1993, date à laquelle elles furent remplacées par l'actuelle Union européenne, suivant les dispositions du traité de Maastricht.

³ CRESPIY, A. et VERSCHUEREN, N., « De l'eurosepticisme aux résistances : contribution au débat sur la théorisation des conflits sur l'intégration européenne », *Cahiers du CEVI-POL 2008/5*, p.16, http://dev.ulb.ac.be/cevipol/dossiers_fichiers/cahier08-5.pdf, consulté le 15/04/2014.

Certaines précisions ont été apportées en vue d'envisager les divers cas de figure. On peut, par exemple, distinguer l'eurosepticisme « hard » de l'eurosepticisme « soft ». ⁴ Cette première différenciation tente de déterminer le degré d'opposition à l'Europe. S'il s'agit d'une contestation radicale et récurrente à l'intégration européenne, cette position sera comprise comme relevant du « hard » eurosepticisme. À l'inverse, un désaccord sur les politiques mises en œuvre ou sur des décisions qui semblent être nuisibles à l'intérêt national peut être envisagé de manière plus ponctuelle, sans remettre en cause l'existence de l'UE. Cette attitude sera alors comprise comme de l'eurosepticisme

« soft ». ⁵ Entre l'eurosepticisme « hard » et les pro-Europe, le degré d'adhésion à l'UE évoluerait de manière linéaire. Il reste à savoir comment classer les groupes ou les personnalités sur cette ligne...

“ *En adoptant une position alternative aux partis traditionnels acquis à la cause européenne, un parti peut espérer gagner les faveurs d'un électorat déçu.* ”

D'autres auteurs ont mis en évidence les divergences dans les finalités poursuivies par les différents groupes dits « euroseptiques ». Un parti peut se sentir en totale contradiction avec les valeurs défendues par l'UE, sur le plan idéologique. Dans d'autres cas, il peut s'agir de stratégie. En adoptant une position alternative aux partis traditionnels acquis à la cause européenne, un parti

peut en effet espérer gagner les faveurs d'un électorat déçu. ⁶ Les recherches ont été nombreuses afin de cerner au plus proche l'eurosepticisme. On a, par exemple, enrichi le dictionnaire avec des euro-optimistes/pessimistes, europhiles, europhobiques ⁷, ... Si ces précisions sont loin d'être inutiles, elles démontrent à quel point le concept d'eurosepticisme est lacunaire et entraîne de nombreuses confusions. Pour plus de clarté et pour éviter les jugements de valeur, nous préférons ici utiliser le concept de « résistances » à l'Europe.

⁴ TAGGART, P. et SZCZERBIAK, A., « Parties, Positions and Europe », *Working Papers*, n°46, 2001.

⁵ GAILLARDON, E., « Devons-nous parler d'Eurosepticisme? », *Think tank Alp Europe*, 14/02/2013, <http://leuroscope.blogspot.be/2013/02/devons-nous-parler-deurosepticisme.html>, consulté le 15/04/2014.

⁶ ROVNY, J., « Conceptualising Party-based Eurosepticism : Magnitude and Motivations », *Collegium*, n°29, winter 2004, pp.34-36.

⁷ KOPECKÝ, P. et MUDDE, C., « The Two Sides of Eurosepticism, Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, Vol. 3 (3), Londres, SAGE Publications, 2002, pp.301-303.

2. Les résistances à l'Europe, présentes à la source

La résistance à l'Europe est « l'hostilité manifestée à l'égard d'un (ou de plusieurs) aspect(s) de l'intégration européenne, perçu(s) comme une menace pour les valeurs défendues. »

Source : CRESPIY, A. et VERSCHUEREN, N., « From Euroscepticism to Resistance to European Integration: An Interdisciplinary Perspective ». ⁸

Les résistances à l'Europe ne sont pas aussi neuves qu'on pourrait le penser. Longtemps, on a envisagé l'histoire de la construction européenne comme une suite de compromis, ayant permis d'éviter les conflits. C'est ce qu'on a fini par appeler le « consensus permissif ». Derrière ce terme, apparaît l'idée que les citoyens européens supportaient tacitement, mais avec distance, la poursuite de l'intégration européenne via leurs gouvernants. Jusqu'au jour où il a été question de construire une union monétaire. Synonyme d'abandon d'une part importante de la souveraineté nationale, l'instauration de la monnaie unique est apparue comme un symbole fort du renforcement de l'intégration européenne. Certains auraient pris peur et l'auraient ouvertement exprimé. L'opinion publique devenue politisée et divisée, se serait alors appropriée les débats européens. C'en était fini du « qui ne dit mot consent ». Tandis que le paisible consensus permissif tirait sa révérence, la méfiance à l'égard de l'UE se serait durablement installée dans la sphère publique.⁹

“*Les premiers contestataires n'étaient autres que les gouvernements nationaux.*”

Pourtant, il serait naïf de penser que, jusqu'en 1992, l'Europe ne souffrait d'aucune opposition interne. La création puis le développement de l'UE ont toujours suscité des contestations. Selon Christophe Le Dréau, trois phases ont rythmé les oppositions à l'Europe. Les premiers contestataires n'étaient autres que les gouvernements nationaux

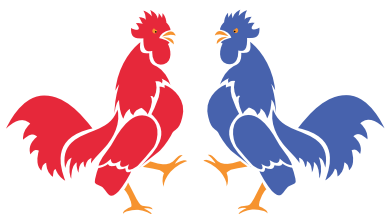
⁸ CRESPIY, A. et VERSCHUEREN, N., « From Euroscepticism to Resistance to European Integration: An Interdisciplinary Perspective », *Perspectives on European Politics and Society*, Vol. 10, n°3, Bruxelles, Routledge, septembre 2009, p.379.

⁹ *Ibidem*, pp. 377-378.

et ce, jusqu'en 1961. À partir de la candidature de la Grande-Bretagne à l'adhésion, ce sont les associations qui ont pris le relais et endossé le rôle de critique. En 1992, c'est finalement l'opinion publique qui a exprimé son désaccord avec le projet européen. Les partis « eurosceptiques » sont alors apparus dans l'arène politique nationale.¹⁰ Le développement de l'Union européenne n'est donc pas un long fleuve tranquille qui n'aurait été perturbée que par l'arrivée des partis présentés comme eurosceptiques.

II. L'UNION EUROPÉENNE FACE À SES CONTRADICTIONS

1. Lignes de confrontation



Nous l'avons vu, la méfiance à l'égard de l'Europe est présente depuis les balbutiements de l'intégration. La réalité est donc plus complexe qu'une adhésion ou une résistance totale à l'idée européenne. Certains clivages parcourent l'histoire de l'UE. Ces derniers sont, pourtant, peu compris des citoyens européens. Ils gagneraient sans doute à être exposés en vue de canaliser les oppositions.

Le clivage social/libéral est revenu au centre des débats depuis la crise de 2008 et les politiques d'austérité menées un peu partout sur le Vieux continent. Pour certains, une zone de libre-échange européenne est déjà bien satisfaisante. Ce serait, par exemple, l'option préférée par les conservateurs allemands. Les affaires sociales resteraient gérées par les États qui organiseraient leur solidarité en interne. À l'inverse, d'autres souhaitent que les avancées et les garanties sociales soient assurées au niveau européen. C'est, notamment, le cas de la confédération des syndicats européens. Ils s'opposent fondamentalement à ce qu'ils perçoivent comme une Europe où l'économie de marché menace les droits sociaux. Leurs inquiétudes sont apparues dès les négociations des Traités

¹⁰ LE DREAU, C., « Introduction : l'identité européenne des eurosceptiques : l'énigme Philippe Chamalont », *IRICE I, Les cahiers Irice*, 2009/2, n°4, pp.5-17.

de Paris et de Rome – donnant respectivement naissance à la CECA et à la CEE¹¹ – et sont toujours aussi vives aujourd'hui.¹²

Les désaccords portent également sur la forme institutionnelle que devrait prendre l'UE. Devrait-elle s'apparenter à un « super État », effaçant ainsi la souveraineté et les intérêts nationaux derrière la primauté européenne ? Les fédéralistes européens en appellent ainsi à la création des « États-Unis d'Europe ». À l'opposé, la formule européenne devrait-elle se réduire à une « Europe des nations » où les États resteraient seuls maîtres de leur destin ?

Il est dans l'ordre des choses que la construction d'une communauté politique fasse débat. »

Des crispations se forment aussi sur la place de l'UE dans le monde : ouverte ou fermée, en retrait ou en première ligne sur la scène internationale. Il en est ainsi des questions relatives à l'immigration et à la défense. Quand certains plébiscitent une « Europe forteresse », d'autres soulignent son caractère cosmopolite intrinsèque. Sur le plan de la défense, certains avancent qu'une force militaire européenne pourrait favoriser la reconnaissance de l'UE comme un acteur majeur au niveau international. Les pacifistes leur rétorquent que les principes fondateurs de l'UE célèbrent la paix et la liberté. Une armée européenne entrerait, dès lors, en contradiction avec ses objectifs initiaux. Selon eux, il serait préférable de développer le soft power européen, à savoir une politique d'influence sur ses partenaires à travers, notamment, la coopération économique, les partenariats ou encore la culture.

Les points de frictions sont variés. Mais il est dans l'ordre des choses que la construction d'une communauté politique fasse débat. Lorsque les différents points de vue s'expriment dans le cadre institutionnel, on peut même espérer que ce soit synonyme d'une structure démocratique dynamique. Le souci se pose à partir du moment où ces résistances peinent à se faire entendre à travers les institutions et optent pour des voies d'expression extrêmes.

¹¹ La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été instaurée en 1951 et regroupait les six membres fondateurs – l'Allemagne, la France, l'Italie et le Benelux- autour du premier accord communautaire européen. Elle a été suivie par la création de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957 établissant les fondations de l'intégration économique sur le Vieux continent.

¹² CRESPI, A. et VERSCHUEREN, N., « De l'euroscpticisme aux résistances : contribution au débat sur la théorisation des conflits sur l'intégration européenne », (...), p. 5.

2. L'UE dans sa tour d'ivoire ?

Au regard de la situation actuelle, on peut honnêtement douter du bon fonctionnement du système démocratique européen. Il est source de frustrations et de mécontentements puisque les citoyens européens ne peuvent communiquer correctement leurs souhaits et leurs revendications. Modestement, nous interrogeons ici deux lacunes de la démocratie européenne : la faiblesse de l'assemblée parlementaire et l'activité déficiente des partis politiques. Dans l'idéal, les populations, informées et mobilisées, sont en mesure de contrôler l'activité de leurs représentants et de peser véritablement dans les décisions. Ce processus repose sur une transparence de l'activité parlementaire ainsi qu'un réel pouvoir décisionnel de l'Assemblée. La réalité européenne est cependant souvent fort éloignée de cet idéal.

– Faiblesse institutionnelle du Parlement européen

D'entrée de jeu, on peut déplorer le faible poids du Parlement dans la conduite des affaires européennes. Tribune où devrait s'exprimer la volonté populaire, le Parlement européen est quelque peu muselé. Certes, ses pouvoirs ont été renforcés. Mais celui, fondamental, d'approuver les lois, il doit encore et toujours le partager. Il décide conjointement avec le Conseil de l'UE. La volonté des États contrebalance donc l'intérêt général européen. De plus, dans certaines matières sensibles, le Parlement se voit refuser ce droit de codécision qui lui est donné ailleurs. Les exemples les plus marquants sont sans doute ceux de la politique étrangère et de l'Union monétaire où le Conseil de l'UE décide seul. En outre, le Parlement européen n'a pas le droit à l'initiative législative (exclusivité de la Commission européenne). Le pouvoir de proposer les lois est donc laissé à une institution relativement éloignée du contrôle citoyen. Force est donc de constater que, jusqu'ici, l'UE n'a pas opté pour une véritable démocratie.

Conseil européen

Orienté la politique générale de l'Union européenne (28 chefs d'État)



Commission européenne

Propose les lois (28 commissaires)



Parlement européen

Vote les lois (751 eurodéputés)



Conseil de l'Union européenne

Vote les lois (les ministres des États membres)



Codécision

– Les partis politiques

Au sein du Parlement européen siègent les représentants des partis nationaux, relais de la voix du peuple dans les institutions européennes. Là aussi on note des défaillances. La communication sur leurs activités au sein de l'hémicycle strasbourgeois est déficiente. Leurs positions pour ou contre une Europe concurrentielle, sociale, écologique,... ne sont pas clairement exprimées. Les lignes partisanes sur les enjeux européens demeurent floues. Par ailleurs, on a le sentiment que lorsqu'il s'agit de l'Europe, les partis souffrent d'un manque d'esprit critique. Les partis traditionnels adoptent, pour la plupart, une lecture lisse des activités européennes. Rares sont ceux qui s'opposent vigoureusement à une décision ou proposition européenne.¹³ Auraient-ils peur

de miner le projet européen en adoptant une attitude trop critique ? Toujours est-il que ces lacunes entraînent un désintérêt dans le chef du citoyen à qui on a retiré tout désir de débattre de questions qui sont hors de sa portée.

“ *Les frustrations risquent alors de se transformer en veto et/ou de se traduire en vote contestataire, au bénéfice des partis les plus radicaux.* ”

Il s'en suit, chez certains, une volonté de réappropriation de la chose politique lorsque la possibilité de s'exprimer est donnée (élections ou référendums). Les frustrations risquent alors de se transformer en veto et/ou de se traduire en vote contestataire, au bénéfice des partis les plus radicaux. Les élections de 2014, qui ont cristallisé ce triomphe attendu des eurosceptiques,

l'ont fort bien illustré. En effet, dès l'instant où il est impossible de s'exprimer sur le contenu, l'alternative pour l'électeur se résume à « c'est à prendre ou à laisser ». L'heure ne serait plus à l'amélioration du système de l'intérieur mais bien à son abolition.¹⁴ Le KNP polonais (Congrès de la nouvelle droite) s'est ainsi dit prêt à intégrer le Parlement européen pour « démanteler l'UE de l'intérieur ».¹⁵

¹³ PETITHOMME, M., « La politisation épisodique de l'Europe et les dilemmes de la contestation populaire », dans CRESPIY, A., et PETITHOMME, M., *L'Europe sous tensions, Appropriation et contestation de l'intégration européenne*, L'Harmattan, Paris, 2009, pp. 215-235.

¹⁴ ALEV DILMAC, J., « La démocratie face à elle-même. », *EspacesTemps.net*, Livres, 13/06/2007, <http://www.espacestems.net/articles/la-democratie-face-a-elle-meme/>, consulté le 24/04/2014.

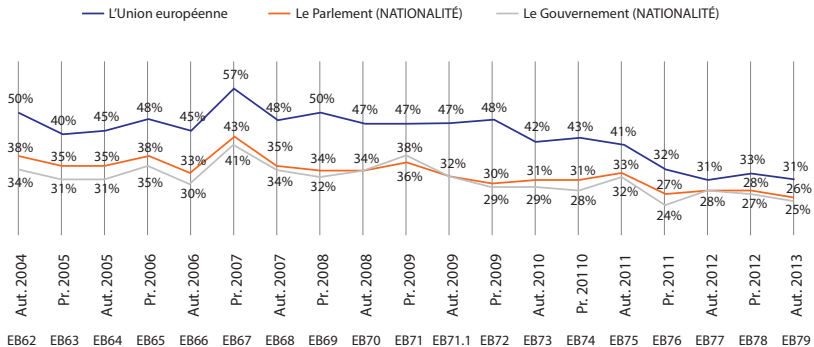
¹⁵ « Résultats européens, l'extrême droite eurosceptique progresse (presque) partout en Europe », *HuffingtonPost*, 25/05/2014, http://www.huffingtonpost.fr/2014/05/25/resultats-europeennes-extreme-droite-progresse_n_5389433.html, consulté le 26/05/2014.

III. L'UE DOIT-ELLE CRAINDRE LES EUROSEPTIQUES ?

1. La crise aggrave le malaise

La crise n'aide en rien à contrebalancer ce triste constat. Tout au contraire. L'incertitude et l'angoisse entraînent un repli sur soi peu favorable à la coopération et à la solidarité. Comme le démontre une étude réalisée par BNP Paribas, il existe une relation entre le taux de chômage au niveau national et la méfiance à l'égard de l'UE. C'est particulièrement vrai pour la Grèce et l'Espagne. La première n'a pas été épargnée par les politiques d'austérité imposées par l'UE et les désillusions se font aujourd'hui lourdement sentir. Quant à la seconde, c'est d'autant plus interpellant que les Espagnols ont toujours eu un avis très favorable sur l'intégration européenne.¹⁶ Les citoyens européens fragilisés par le marasme ambiant perdent confiance dans leurs représentants.

Taux de confiance dans les gouvernements et parlements nationaux, et dans l'Union européenne



Source : COMMISSION EUROPEENNE, Eurobaromètre Standard 79/ Printemps 2013
http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb79/eb79_first_fr.pdf, p.10

¹⁶ WURTZ, C., « L'eurosepticisme, arbitre des élections ? », BNP Paribas, 28/03/2014, p.6, <http://economic-research.bnpparibas.com/Views/DisplayPublication.aspx?type=document&IdPdf=23927>, consulté le 16/04/2014.

D'autant plus que les partis politiques nationaux entrent dans la ronde. Bouc émissaire lointain, l'Europe est une cible toute désignée. Quel gouvernement ne se retranche pas derrière « Bruxelles » pour faire passer une mesure impopulaire ? Nationaliser les succès et européaniser les échecs semblent être la formule magique pour éviter d'affronter l'opinion publique. Mais attention, c'est un jeu dangereux... Le déficit démocratique européen aggravé par la crise et l'opportunisme des partis traditionnels a mis le feu aux poudres.

En effet, les populations désenchantées cherchent des alternatives aux projets politiques classiques. Les oppositions vis-à-vis de l'UE se construisent sur les lignes de confrontation traditionnelles : la liberté de marché opposée aux droits sociaux ; la défense de la souveraineté nationale face au fédéralisme européen. À la différence près que ces contestations sont poussées à l'extrême par les partis « eurosceptiques ».

2. Le marasme profite aux postures radicales



Les partis nationalistes illustrent très bien cette montée en puissance du radicalisme. Le Front National (FN) peut désormais se targuer d'être le premier représentant des couleurs bleu-blanc-rouge à l'Europe. Parti d'extrême droite, mêlant accents populistes, xénophobes et sécuritaires, le FN joue sur la fibre nationaliste et dénonce la solidarité européenne. Même bilan au Danemark où le parti du Peuple (*Dansk Folkeparti*, DK) prend la tête avec 23% et 4 eurodéputés. Outre-Rhin, l'Allemagne doit désormais compter avec l'Alternative pour l'Allemagne (AFD), un parti peu intéressé par l'intérêt général européen. Après seulement un an d'existence, l'AFD est déjà en mesure d'envoyer un député à Strasbourg.¹⁷ Quant à lui, le Royaume-Uni a toujours eu un certain penchant isolationniste et souverainiste. Il l'a encore confirmé puisque les Britanniques ne sont pas restés insensibles aux appels europhobes de l'UKIP (*United Kingdom Independence Party*, le parti pour l'indépendance du Royaume-Uni). Premier parti outre-Manche, l'UKIP met la pression sur le

¹⁷ RICHE, P. et DESLANDES, M., « Européennes : les principaux résultats, pays par pays », *Le Nouvel Observateur*, 25/05/2014, <http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/25/europeennes-les-principaux-resultats-pays-pays-252440>, consulté le 26/05/2014.

Premier ministre conservateur, à tel point que David Cameron a promis un référendum sur le maintien du pays dans l'UE. Les États de l'Europe de l'Est ne sont pas en reste. Nombreux y sont les partis à défendre leurs intérêts nationaux de manière variée : les républicains tchèques (KSCM et SPR-RC), les défenseurs du mode de vie agraire hongrois (MIEP), les religieux polonais (LPR) ou encore les nationalistes slovaques (SNS).¹⁸ Ces partis, majoritairement conservateurs et indépendantistes, siègent côte à côte au Parlement européen au sein du groupe des non-inscrits (NI).

“ *Ils reflètent le malaise des citoyens européens et la réponse radicale qui lui correspond.* ”

À côté de ces partis réputés de droite, voire d'extrême droite, certains partis situés à gauche de l'échiquier politique affirment également leur méfiance vis-à-vis de l'intégration européenne. Ils lui reprochent principalement la place de prédilection accordée aux politiques néolibérales aux dépens des droits sociaux des populations européennes. C'est le cas des communistes tchèques, du parti Syriza en Grèce ou encore du parti de Jean-Luc Mélenchon, le Parti de Gauche, en France. Si ces derniers souhaitent des chamboulements profonds (refonte du Traité de Lisbonne, abandon du TSCG¹⁹), ils ne sont pas nécessairement pour une sortie de l'UE. Toutefois, ils reflètent également le malaise des citoyens européens et la réponse radicale qui lui correspond. Au sein du Parlement européen, les représentants de ces partis se rassemblent dans le groupe de la Gauche unitaire européenne/ gauche verte nordique (GUE-NGL) ou chez les NI.

¹⁸ ROVNY, J., « Conceptualising Party-based Euroscepticism : Magnitude and Motivations », (...), pp. 39-42.

¹⁹ Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, le TSCG est mieux connu comme le Pacte budgétaire européen. Il a été adopté en février 2012 par les chefs d'États européens.

3. Blocage au Parlement européen?

Passant de 56 à, peut-être, 130 eurodéputés sur 751, les eurosceptiques font mieux que doubler leur score !²⁰ Forts de cette victoire retentissante, ils peuvent bousculer les partis traditionnels. En effet, s'ils se rassemblent sous la bannière des non-inscrits (NI), ils deviendraient le troisième groupe politique au Parlement européen.²¹ Cela pourrait leur conférer davantage de moyens d'actions : des ressources financières supplémentaires, un président de commission²² et de rapporteur²³, sans parler d'un temps de parole accru et donc, d'une tribune agrandie. Au vu des chiffres donc, il y aurait matière à s'inquiéter.

Cependant, la partie n'est pas encore gagnée. Les partis dits eurosceptiques ont en commun de vouloir en finir avec l'UE telle qu'elle est aujourd'hui. Mais à part ça... Les contrastes sont énormes entre ces partis positionnés aux extrémités. Par exemple, l'UKIP ne reconnaît pas le FN comme un allié, le jugeant trop peu fréquentable. De son côté, le FN se défend d'une possible alliance avec les néo-nazis grecs d'Aube dorée pourtant auréolée de 7%. Il semblerait donc que la défense d'intérêts bien particuliers nuise à une dynamique de rassemblement autour de positions communes. Il est dès lors peu probable que les partis eurosceptiques arrivent à s'entendre et à former des alliances constructives (ou dé-constructives, selon les points de vue). Concrètement, un minimum de 25 députés représentant au minimum sept États membres sont les conditions nécessaires pour former un groupe politique au Parlement européen. Du côté du FN et de l'UKIP, ce seuil des 25 eurodéputés est quasiment atteint. Toutefois, la représentation de sept nationalités leur impose de tisser des liens au-delà de leurs frontières nationales. Tous deux à la recherche d'alliances, l'UKIP et le FN deviennent *de facto* adversaires. Conclusion, si la présence de fossoyeurs aussi nombreux au cœur de l'UE est certainement un signal fort, il n'est cependant pas dit que l'UE souffrira directement de ces coups de béliers.

²⁰ « Le choc eurosceptique », Arte, 25/05/2014, <http://info.arte.tv/fr/dans-lattente-de-la-vague-eurosceptique>, consulté le 26/05/2014.

²¹ WURTZ, C., « L'euroscepticisme, arbitre des élections ? », (...), p. 7.

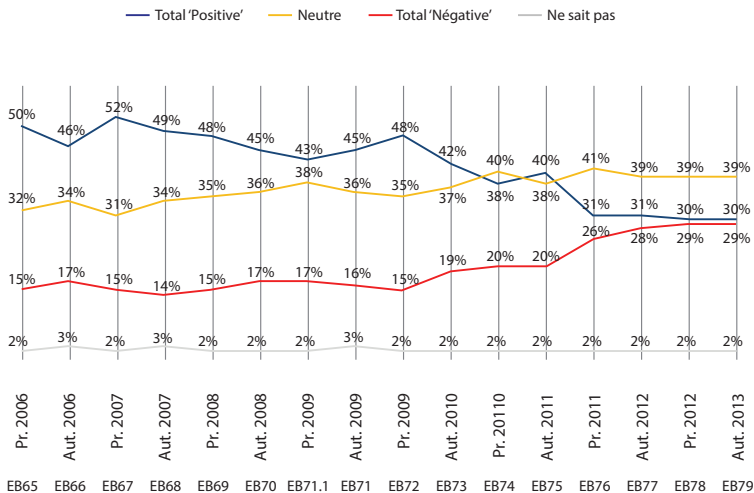
²² Le Parlement est organisé en commissions qui se rapportent à des thématiques particulières. Ces commissions reflètent la distribution des partis au sein du Parlement.

²³ Le rapporteur, élu par les membres de sa commission, est chargé de mener l'élaboration d'un rapport sur une proposition législative et d'en faire l'exposé en séance plénière.

4. L'Union européenne plutôt menacée par l'indifférence ?

Au-delà du rejet radical du projet européen, c'est le nombre de sondés qui n'ont pas d'avis sur l'UE (39%) qui interpelle. En réalité, le peuple européen serait plutôt frappé d'apathie, de résistante latente. C'est à se demander quelle valeur faut-il encore accorder aux résultats électoraux. Si le taux de participation aux élections 2014 est un brin supérieur aux éditions précédentes (43,1% contre 43%), il ne passe pas la barre des 50%. Ce qui fait dire à certains que le parti qui obtient la majorité absolue n'est autre que l'abstentionnisme !²⁴ Difficile d'assurer la crédibilité de l'assemblée dans ces conditions. On risque donc d'alimenter la spirale des ressentiments dont nul ne peut prévoir les retombées. Si l'Europe ne devait pas tomber directement sous les coups des euroseptiques, l'indifférence qui la mine pourrait, un jour, la mener à sa perte.

Image de l'Union européenne auprès de la population



Source : COMMISSION EUROPEENNE, Eurobaromètre Standard 79/ Printemps 2013
http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb79/eb79_first_fr.pdf, p. 11

²⁴ CLAVEL, G., « Européennes 2014 : l'abstention premier parti de l'UE comme en 2009 ? », *HuffingtonPost*, 25/05/2014, http://www.huffingtonpost.fr/2014/05/25/europeennes-abstention-premier-parti-ue-2009_n_5378036.html?utm_hp_ref=mostpopular, consulté le 26/05/2014.

Tous les citoyens ne sont pas égaux devant cette forme d'apathie. Une collaboration entre universités européennes, a démontré que la classe ouvrière et la classe moyenne de type « employés » étaient les plus susceptibles de se désintéresser des questions européennes. Sans leur inclusion, la représentation démocratique serait dès lors biaisée.

Source : ²⁵

IV. QUELLES SONT LES RÉPONSES POSSIBLES ?

Il semble urgent de replacer la voix populaire au centre du processus décisionnel mais également d'éveiller l'intérêt des citoyens pour la politique européenne.

1. Vers une citoyenneté européenne active ?

Il est peut-être encore possible de sortir la population européenne de sa léthargie et de lui redonner le goût de la politique. Pourquoi pas à travers la fiscalité ? Pour susciter la vigilance des citoyens quant à leur destin collectif, touchons à leurs portefeuilles, prescrivons certains. Payant ses contributions à l'échelon européen, la population serait plus regardante sur l'usage qui en serait fait.

Une re-politisation de la démocratie pourrait également apporter des réponses au désintérêt ambiant. Rendre lisibles et accessibles les enjeux européens semble effectivement être la condition *sine qua non* de la participation. En cela,

²⁵ VAN INGELGOM, V., « The Euro-indifference of ordinary citizens, another type of resistance to European integration ? Empirical and Theoretical Contributions to the study of legitimacy in a multilevel polity », Paper presented to the XI^e Biennial Conference of the European Union Studies Association, Los Angeles, 23-25th of March 2009, https://www.academia.edu/3268421/The_Euro-indifference_of_ordinary_citizens_another_type_of_resistance_to_European_integration_Empirical_and_Theoretical_Contributions_to_the_study_of_legitimacy_in_a_multilevel_polity_1, consulté le 13/05/2014.

les partis peuvent jouer un rôle : redevenir un relais entre les préoccupations des citoyens et les instances décisionnelles. Le mieux serait encore de prévoir des partis politiques européens s'attelant à élaborer un projet commun. Cette collaboration permettrait une meilleure communication ainsi que des prises de positions plus marquées et plus cohérentes. Dans la même optique, il a été proposé de personnaliser les débats européens. Mettre un visage sur une idée en facilite la lecture. Les chefs d'États se sont engagés à respecter le choix des électeurs. Ils devraient désigner le président de la Commission sur base du résultat des élections. Le Parti Populaire Européen étant donné gagnant par les urnes, on pourrait donc s'attendre à ce que son président, Jean-Claude Juncker, soit nommé par le Conseil européen. À moins que les chefs d'État ne choisissent d'ignorer la voix populaire.



On peut espérer que la lutte contre le déficit démocratique s'accompagne d'un rapprochement des citoyens européens. Au-delà des pistes concrètes, l'idéal serait l'éclosion d'une communauté politique à laquelle les Européens seraient attachés. Ce sentiment d'appartenance serait le ciment de la démocratie européenne. Car l'un ne va pas sans l'autre. Les deux s'influencent et se nourrissent mutuellement.²⁶ Au même titre que l'État a formé la nation, l'UE pourrait s'atteler à renforcer la proximité entre ses citoyens en vue d'une meilleure compréhension mutuelle. Le programme Erasmus comme les festivals européens sont d'excellents exemples de cette communauté européenne en construction. Mais c'est également à chaque citoyen européen d'y apporter sa pierre...

Alors, on pourra espérer que chacun se reconnaisse comme européen et s'engage dans une réflexion sur le modèle de société dans lequel il désire vivre. Bien entendu, la construction d'un projet commun devra avancer, pas à pas. La route sera longue et difficile mais sans chamboulement profond, la légitimité de l'Union européenne fondra comme neige au soleil.

²⁶ Un pas dans cette direction a été fait à travers le concept de Fraternité 2020. Voir http://ec.europa.eu/belgium/news/121026_citizens_fr.htm.

POUR FINIR

La construction de l'UE ne s'est pas faite sans blocage ni confrontation. À l'inverse de l'idée du « consensus permissif », les oppositions ont toujours existé. L'intégration européenne souffre par ailleurs d'un mal persistant, le déficit démocratique. Dès lors, les oppositions s'expriment quand et comme elles le peuvent : lors des référendums et des élections. Souvent, ce sont les partis contestataires qui en ressortent renforcés. La crise n'a en rien amélioré les choses. Au contraire, elle a révélé l'ampleur des déceptions et ressentiments. À gauche comme à droite, à l'ouest comme à l'est, les partis outsiders font recette. Leur présence renforcée au sein du Parlement européen en est la preuve. Le signal est fort et se doit d'être entendu. Mais si ces réponses radicales font peur, elles ne devraient pas inquiéter les autorités autant que l'indifférence qui mine la participation citoyenne à la chose européenne. L'apathie menace la légitimité et la crédibilité de l'Union européenne, porte-drapeau du modèle démocratique. Il est grand temps de rapprocher le processus décisionnel des citoyens mais également de renforcer les liens entre les populations. À n'en pas douter, le parcours sera semé d'embûches mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

« Comme Sisyphe, soyons heureux de remonter en permanence la boule de l'Union européenne pour la faire avancer. »²⁷

²⁷ L.K., « La leçon d'Europe de Daniel Cohn-Bendit (vidéo) », *Lesoir.be*, 16/04/2014, <http://www.lesoir.be/522393/article/actualite/union-europeenne/2014-04-16/lecon-d-europe-daniel-cohn-bendit-video>, visionnée le 28/04/2014.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEV DILMAC, J., « La démocratie face à elle-même. » *EspacesTemps.net*, Livres, 13/06/2007, <http://www.espacestems.net/articles/la-democratie-face-a-elle-meme/>, consulté le 24/04/2014.
- COMMISSION EUROPEENNE, Eurobaromètre Standard 79/ Printemps 2013, *L'opinion publique dans l'Union européenne*, juillet 2013, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb79/eb79_first_fr.pdf, consulté le 29/04/2014.
- CLAVEL, G., « Européennes 2014 : l'abstention premier parti de l'UE comme en 2009 ? », *HuffingtonPost*, 25/05/2014, http://www.huffingtonpost.fr/2014/05/25/europeennes-abstention-premier-parti-ue-2009_n_5378036.html?utm_hp_ref=mostpopular, consulté le 26/05/2014.
- CRESPIY, A. et VERSCHUEREN, N., « De l'eurosepticisme aux résistances : contribution au débat sur la théorisation des conflits sur l'intégration européenne », *Cahiers du CEVIPOL 2008/5*, http://dev.ulb.ac.be/cevipol/dossiers_fichiers/cahier08-5.pdf, consulté le 15/04/2014.
- CRESPIY, A. et VERSCHUEREN, N., « From Euroscepticism to Resistance to European Integration : An Interdisciplinary Perspective », *Perspectives on European Politics and Society*, Vol. 10, n°3, Bruxelles, Routledge, septembre 2009.
- GAILLARDON, E., « Devons-nous parler d'Euroscepticisme ? », *Think tank Alp Europe*, 14/02/2013, <http://leuroscope.blogspot.be/2013/02/devons-nous-parler-deurosepticisme.html>, consulté le 15/04/2014.
- HARMSSEN, R. et SPIERING, M., *Euroscepticism : party politics, national identity and European integration*, New York, Rodopi, 2004.
- KOPECKÝ, P. et MUDDE, C., « The Two Sides of Euroscepticism, Party Positions on European Integration in East Central Europe », *European Union Politics*, Vol. 3 (3), Londres, SAGE Publications, 2002.

- LE DREAU, C., « Introduction : l'identité européenne des eurosceptiques : l'énigme Philippe Chamalont », *IRICE I, Les cahiers Irice*, 2009/2, n°4.
- LEPARMENTIER, A., « Il n'y aura pas de vague anti-UE », *Presseurop*, 12/12/2013,
<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4399671-il-n-y-aura-pas-de-vague-anti-ue>, consulté le 16/04/2014.
- L.K., « La leçon d'Europe de Daniel Cohn-Bendit (vidéo) », *Lesoir.be*, 16/04/2014,
<http://www.lesoir.be/522393/article/actualite/union-europeenne/2014-04-16/lecon-d-europe-daniel-cohn-bendit-video>, consulté le 28/04/2014.
- PETITHOMME, M., « La politisation épisodique de l'Europe et les dilemmes de la contestation populaire», dans CRESPIY, A., et PETITHOMME, M., *L'Europe sous tensions, Appropriation et contestation de l'intégration européenne*, L'Harmattan, Paris, 2009, pp. 215-235.
- RICHE, P. et DESLANDES, M., « Européennes : les principaux résultats, pays par pays », *Le Nouvel Observateur*, 25/05/2014,
<http://rue89.nouvelobs.com/2014/05/25/europeennes-les-principaux-resultats-pays-pays-252440>, consulté le 26/04/2014.
- ROVNY, J., « Conceptualising Party-based Euroscepticism : Magnitude and Motivations », *Collegium*, n°29, winter 2004.
- TAGGART, P. et SZCZERBIAK, A., « Parties, Positions and Europe », *Working Papers*, n°46, 2001.
- VAN INGELGOM, V., « The Euro-indifference of ordinary citizens, another type of resistance to European integration ? Empirical and Theoretical Contributions to the study of legitimacy in a multilevel polity », Paper presented to the XIe Biennial Conference of the European Union Studies Association, Los Angeles, 23-25th of March 2009,
https://www.academia.edu/3268421/The_Euro-indifference_of_ordinary_citizens_another_type_of_resistance_to_European_integration_Empirical_and_Theoretical_Contributions_to_the_study_of_legitimacy_in_a_multilevel_polity_1, consulté le 13/04/2014.

- WURTZ, C., « L'eurosepticisme, arbitre des élections ? », *BNP Paribas*, 28/03/2014, p.6, <http://economic-research.bnpparibas.com/Views/DisplayPublication.aspx?type=document&IdPdf=23927>, consulté le 16/04/2014.
- « Le choc euroseptique », *Arte*, 25/05/2014, <http://info.arte.tv/fr/dans-lattente-de-la-vague-euroseptique>, consulté le 26/04/2014.

Auteur : Naomi Berger

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 27

info@cpcp.be